

Entreprises

Une quinzaine cruciale pour Pierre & Vacances-Center Parcs

26 octobre 2021 par Anne Drif et Christophe Paliere

Le numéro un européen des résidences de loisirs est plombé par une dette de plus de 1 milliard d'euros. Il attend pour début novembre les offres fermes des candidats à sa recapitalisation.

Jours décisifs pour Groupe Pierre & Vacances-Center Parcs. Pris de court par la crise sanitaire, plombé par son endettement de 1,1 milliard d'euros, le numéro un européen des résidences de loisirs attend dans la première quinzaine de novembre les offres définitives des candidats à sa recapitalisation. Quelque 300 à 400 millions d'euros doivent être injectés dans la société qui ne vaut plus que 96 millions d'euros en Bourse, soit trois fois moins qu'en février 2020. Cet « adossement » se traduirait inéluctablement par la perte de contrôle de son président-fondateur, Gérard Brémond, un peu plus de cinquante ans après la création du groupe avec la réalisation de la station de ski d'Avoriaz. L'opération est suivie de près par les propriétaires d'appartements partagés, souvent privés de loyers.

Casting fourni

Depuis cet été, le casting des candidats actionnaires a été chamboulé. Deux des investisseurs qui avaient remis séparément des offres indicatives se sont rapprochés pour remettre une proposition commune. Selon nos informations : il s'agit de Certares, une société d'investissement spécialiste de l'univers du voyage (Marietton et Voyageurs du Monde) et de Davidson Kempner, un poids lourd de l'investissement et de la gestion d'actifs. Très intéressé par le marché français, ce dernier a été au tour de table de Latécoère et a investi dans Suez. Un duo qui serait bien vu par le nouveau directeur général du groupe, Franck Gervais.

D'autres acteurs de la finance et/ou de l'immobilier, pour l'essentiel anglo-saxons, sont également sur l'affaire, selon des sources concordantes. C'est notamment le cas du fonds Sixth Street Partners, assez actif dans l'immobilier. Ou d'un trio qui pourrait se former avec le fonds de dette Alcentra (qui a participé au dernier financement de 300 millions d'euros accordé au groupe en mai), associé à Fidera, un nouveau fonds créé par des spécialistes en restructuration, et la société d'investissement et de gestion d'actifs française Atream. Très engagée dans l'immobilier hôtelier, cette dernière connaît bien le dossier puisque propriétaire de complexes Center Parcs à l'étranger.

La question du PGE

Le jeu reste, à ce stade, ouvert, et une éventuelle participation de la Caisse des Dépôts par le biais de sa banque d'investissement bpifrance en tant que minoritaire est possible. En revanche, l'un des candidats de la première heure, le fonds anglo-saxon HIG, a jeté l'éponge.

L'apport en capital souhaité doit d'abord servir à rembourser le financement bancaire obtenu au printemps - autour de 320 millions d'euros avec les intérêts. « Pour le reste, réduire la dette exigera des créanciers qu'ils fassent des efforts, voire qu'ils convertissent une partie de leur dette en capital et deviennent actionnaires », jugent des sources proches des négociations.

La question centrale sera le traitement du prêt garanti par l'Etat (PGE), d'un montant de 240 millions d'euros. « Tout le sujet sera de savoir s'il faut ou non le convertir lui aussi et si la garantie de l'Etat devra être activée. Ce sera une première sur un prêt de cette taille », souligne un proche du dossier.

Dans ce contexte, la bonne saison estivale de l'opérateur touristique apparaît comme une bouffée d'oxygène. La période juillet-septembre a été marquée par une hausse de 17,3 % du chiffre d'affaires du pôle tourisme de Pierre & Vacances-Center Parcs par rapport à la même période de l'an passé, la croissance étant de 2,2 % comparée à 2019. Mais le chiffre d'affaires annuel global du groupe reculerait de près de 19 % par rapport à celui de l'exercice 2019-2020, à un peu plus de 1 milliard d'euros.

Le poids lourd français du tourisme, piégé par la fermeture des remontées mécaniques l'hiver dernier, s'achemine vers une nouvelle perte monumentale après celle, record, de son exercice 2019-2020, soit 336,2 millions d'euros. Celle-ci constituait le neuvième déficit consécutif de l'entreprise.

par Anne Drif et Christophe Palierse